

Pau, le 21 mai 2008

Pierre [...
...]

Martine Lignières-Cassou
Députée-Maire de Pau
Place Royale
64000 Pau

Objet : Stade Nautique

Madame la Députée-Maire,

Tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître que le Stade Nautique est un équipement à bout de souffle, qui arrive en fin de vie, et qu'il faut envisager dès maintenant des solutions de remplacement (quelles qu'elles soient : reconstruction sur place, sous sa forme actuelle ou sous une autre forme, abandon du site, etc...). Le conseil de quartier pourra s'exprimer sur le sujet.

Pour autant, je crains que la décision de le fermer dès cette année n'ait été prise dans la précipitation, et qu'elle ne soit pas pertinente. Permettez-moi de revenir sur les arguments que vous avez exposés dans votre lettre aux habitants de Pau-Sud :

Arguments financiers : le coût d'exploitation du Stade Nautique pour trois mois d'ouverture est de 400.000€, pour environ 40.000 entrées sur cette période, soit 10€ par entrée là où la moyenne des autres piscines paloises est de 3,80€ par entrée. Néanmoins :

- C'est le **surcoût dû à la vétusté** (fuites d'eau, travaux de maintenance plus nombreux,...) qu'il faut considérer. Sans plus de détail, on peut l'estimer à la moitié de cette somme, soit **200.000€** (dont 75.000€ de consommation d'eau pour les fuites).
- La (re)construction d'un site neuf équivalant coûterait de l'ordre de 8.000.000€ : cette somme devra être amortie et engendrera des frais financiers. Même avec un taux à 3% par an, les frais financiers représenteraient à eux seuls 240.000€ par an, soit plus que le surcoût actuel dû à la vétusté.
- A comparer également avec les dépenses de la ville pour les fêtes de fin d'année : environ 200.000€ également pour 2 semaines d'animations.
- D'un point de vue purement comptable le surcoût actuel paraît donc tout à fait supportable, à partir du moment où des solutions sont planifiées à moyenne échéance. Et surtout, en fermant le Stade Nautique la ville ne fera qu'une **économie temporaire**, car un nouvel équipement sera finalement aussi coûteux à exploiter, les frais financiers remplaçant les surcoûts de vétusté.

.../...

Arguments sanitaires : le rapport de la DDASS⁽¹⁾ sur lequel vous vous appuyez mentionne « un état de vétusté susceptible de présenter des des risques pour la santé et la sécurité des usagers ».

- Vous savez comme moi que dans ce type de rapport, les mots sont choisis avec soin : or la formulation retenue (« ...susceptible de présenter des risques... » et non pas « ..présentant des risques ... », ce qui serait tout différent) traduit un **risque faible**, gérable par quelques précautions (que les employés prenaient de toutes façons par le passé).
- Surtout, je ne crois pas que grand monde parmi les utilisateurs se soit jamais senti en

réelle insécurité au Stade Nautique. En pratique, les problèmes se résument à quelques coupures sur des carreaux descellés...

Arguments écologiques : la consommation journalière d'eau est de 400m³, soit 300m³ de trop par rapport aux normes admises. Cet argument est certainement celui qui porte le plus.

Arguments sur les solutions de substitution :

- Bien sûr on peut trouver des activités de substitution. Il n'en reste pas moins qu'à Pau il n'existe aucun autre site où on puisse se baigner et nager à l'air libre, le tout dans un cadre qui reste des plus agréables malgré la vétusté. Aucune autre solution n'aura le même charme, à moins de prendre sa voiture pour aller sur des sites aquatiques loin de l'agglomération (ce qui n'est pas très écologique non plus, vous en conviendrez).

En conséquence, je vous demande, à vous et votre équipe, d'étudier sérieusement la réouverture du Stade Nautique dès l'année prochaine (sachant qu'il est trop tard pour cette année), et ce pour quelques années, le temps de faire la jonction avec les nouveaux équipements auxquels vous avez déjà commencé à réfléchir.

Je vous prie d'agréer, Madame la Députée-Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Pierre [...]

(1) Rapport que j'aurais aimé consulter, de même que l'audit sur les piscines paloises : pourquoi ne pas publier ces documents sur le site internet de la ville ?